



PHOTO : GRACE MARGOBAI

Inclusion radicale

David Sengeh adopte une stratégie inclusive en Sierra Leone pour numériser le système éducatif et l'économie du pays

DAVID MOININA SENGEH tente de voir la beauté dans le quotidien, une gageure dans le contexte de l'année écoulée. Dans son double rôle de ministre sierra-léonais de l'éducation secondaire au collège et au lycée et de directeur de l'innovation, il s'enthousiasme pour la magie d'une simple ligne de code d'une application gouvernementale et pour les moyens novateurs de communiquer avec les élèves pendant la pandémie de COVID-19.

La pandémie a poussé les autorités à trouver des moyens innovants d'utiliser la technologie pour gérer la crise sanitaire, venir en aide aux familles et favoriser l'apprentissage à distance dans le cadre du vaste système d'éducation publique du pays.

Dans cet entretien avec Adam Behsudi de *F&D*, David Sengeh, titulaire d'un doctorat en génie biomédical du Massachusetts Institute of Technology, passe en revue les nouvelles méthodes trouvées par son pays pour relever les défis de l'année écoulée.

F&D : Parlez-nous de la stratégie d'innovation numérique de la Sierra Leone lancée l'an dernier et des progrès accomplis.

DS : Les autorités utilisent la stratégie nationale d'innovation numérique pour orienter non seulement les moyens de

mettre en œuvre l'innovation dans l'ensemble des services gouvernementaux, mais aussi les façons de favoriser le plan de développement national à moyen terme, feuille de route qui détermine notre budget et fixe les priorités des ministères, départements et organismes. L'objectif de la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (DSTI) est d'assurer que les autorités exécutent le plan de développement national et créent un écosystème d'innovation. La priorité absolue est la numérisation totale : identité numérique, économie numérique et gouvernance numérique sont les véritables moteurs de nos actions et de nos méthodes de travail. Avec la COVID-19, cette stratégie est déployée à plein régime.

F&D : Comment la technologie et l'innovation ont précisément contribué à faire face à la pandémie ?

DS : De plusieurs façons, par la diffusion de l'information, par exemple. Une application et des solutions de téléphonie mobile (messages SMS) sont à la disposition de nos citoyens pour accéder aux informations et les partager, ainsi que pour les tests COVID et les auto-évaluations de santé. Notre portail de voyage en ligne nous permet d'assurer le suivi des passagers testés. Nous avons une application de quarantaine pour gérer le suivi des prestations de services aux établissements et aux résidences en quarantaine, et nous synchronisons en permanence les données des systèmes d'information sanitaire des différents districts. Nos interfaces de programmation d'application utilisent les données que nous collectons pour créer des tableaux de bord à l'intention des décideurs. Pendant les confinements, des drones ont surveillé et évalué le respect des consignes d'isolement à domicile. Les fichiers de données d'appels et les enquêtes anonymisés nous aident à comprendre les effets des politiques gouvernementales.

F&D : Pouvez-vous expliquer comment vos deux rôles se complètent ?

DS : En ma qualité de directeur de l'innovation, je dirige la DSTI, dont la tâche est d'encourager et de coordonner l'innovation au sein du gouvernement, et je conseille le président en matière de technologie et d'innovation dans tous les domaines. L'éducation est le programme phare des autorités, qui y consacrent quelque 22 % du budget. Trente pour cent de la population bénéficie d'un enseignement public gratuit. Nous avons ajouté 9 % d'élèves supplémentaires au nombre total d'élèves scolarisés entre 2018 et 2020. Les 11 400 écoles du pays emploient environ 80 000 enseignants. Une grande partie du travail que nous coordonnons concerne les subventions scolaires. Nous payons les frais de scolarité de chaque élève des écoles publiques et des écoles subventionnées par l'État, ainsi que les frais d'examen de tous les élèves. La prestation de services éducatifs efficaces et efficaces, notamment le matériel didactique et les programmes de cantines scolaires, repose sur des données et sur la numérisation. En conséquence, en tant que responsable de l'enseignement au collège, il est utile que je sois en

même temps directeur de l'innovation. Les deux rôles sont étroitement liés et sont des grandes priorités des autorités.

La DSTI dirige toutes les activités liées aux données et aux technologies de l'information et de la communication du centre national d'intervention d'urgence contre la COVID-19. Je siège au groupe de travail de la présidence sur la COVID-19. En matière d'éducation, nous avons mis en place un groupe de travail d'urgence sur l'enseignement. Qu'il s'agisse de l'éducation ou de la COVID, les messages sont les mêmes, et la technologie joue un rôle primordial.

F&D : La pandémie a-t-elle creusé le fossé éducatif en Sierra Leone ? Quelles mesures prenez-vous pour remédier à ce fossé grandissant, notamment au niveau des femmes et des filles ?

DS : En Sierra Leone, nous avons fermé les écoles le jour où nous avons enregistré notre premier cas de COVID-19 ; nous nous sommes ensuite attachés à remanier notre programme d'enseignement radiophonique, lancé initialement au cours de l'épidémie d'Ébola en 2014 et redémarré dès la semaine qui a suivi la fermeture des écoles. Durant ces fermetures d'écoles liées à la pandémie de COVID-19, nous avons développé et élargi ce programme à pratiquement tous les districts en travaillant avec les stations de radio locales et en achetant de nouveaux émetteurs radio. Lorsque les écoles ont finalement rouvert en juillet 2020 pour les cours en vue des examens, nous avons fait revenir plus de 450 000 élèves pour des cours en présentiel tout en leur apportant un soutien grâce aux cours radiophoniques et en ligne. Dans de nombreuses régions du pays, nous avons complété ce soutien pédagogique par la fourniture de matériel scolaire et de livres. Récemment, nous avons lancé un dictionnaire accessible par SMS et USSD. Les gens sont nombreux à penser que les dictionnaires vont de soi, mais tout le monde n'en a pas dans ce pays. Toutefois, 87 % de notre population environ dispose d'une connexion à l'Internet mobile.

La pandémie nous a fait réfléchir aux moyens d'assurer une prestation de services plus inclusive. Nous avons une politique appelée inclusion radicale : nous veillons à ce que chaque enfant, indépendamment de son origine familiale, son lieu de vie, son sexe ou son handicap, reçoive une éducation. C'est à cette fin que nous avons supprimé l'interdiction pour les jeunes filles enceintes de se rendre à l'école. Nous avons vu au cours de l'épidémie d'Ébola que beaucoup d'entre elles étaient exclues de l'école, et nous n'avons pas voulu cette fois-ci les laisser à nouveau en marge du système scolaire.

F&D : Toute crise est aussi une opportunité. Comment cette crise a-t-elle suscité un changement positif dans les soins de santé, l'aide sociale, l'éducation ou d'autres domaines ?

DS : En tant que gouvernement, nous avons élargi et réorganisé les fondements de notre protection sociale. Au cours

de la pandémie, nous avons apporté un fort soutien direct, en espèces, aux femmes en particulier, notamment par des transferts directs d'argent dans divers secteurs informels. Et ce soutien est continu.

Les personnes handicapées et les groupes vulnérables bénéficient d'une considération accrue et sont pris en compte. Au sein du système de soins de santé, nous avons publié des informations et développé les moyens par lesquels les établissements peuvent mettre davantage de lits à disposition. Un nouveau système de portail de voyage est en place dans les aéroports et aux frontières. Dans le cadre de notre dispositif de lutte contre les épidémies, nous pouvons communiquer avec les personnes qui entrent dans le pays par voie aérienne et terrestre. Toutes ces mesures constituent des investissements visant à renforcer notre système de santé.

F&D : Quels sont les enseignements de cette pandémie les plus pertinents pour vous en tant que décideur ? Et en tant que père ?

DS : Lorsque nous élaborons des solutions en temps normal, nous le faisons en général sans donner la priorité à l'inclusion, nous ne pensons pas à tout le monde. Mais, en situation d'urgence, les solutions doivent inclure toute la population, car chaque personne est vulnérable. L'enseignement essentiel à tirer est que les solutions doivent fonctionner pour tout le monde, pas seulement en cas d'urgence. Je crois que c'est primordial.

Nous n'avons pas toujours tenu compte du travail et du temps passé par les parents qui restent à la maison et jonglent entre la garde des enfants et leurs autres responsabilités. La période actuelle nous a aidés à nous en rendre compte, et, en tant que père, j'ai désormais une bien plus grande reconnaissance à l'égard de ces personnes.

F&D : Vous êtes un musicien prolifique et venez de sortir un nouvel album. Quelle est votre source d'inspiration et quel message espérez-vous transmettre ?

DS : L'album s'intitule « Mots d'amour à Salone ». Je crois qu'il s'agit vraiment de l'amour que je porte à Salone [mot krio pour Sierra Leone] et au service public. J'écoute beaucoup de musique qui m'inspire, et j'espère inspirer les autres aussi. C'est une musique écrite pour les jeunes, pour ceux qui doivent avoir de l'espoir. L'album commence par « Chère Salone », ce titre est une lettre d'amour à la Sierra Leone et parle de l'histoire du pays et de son avenir. Il évoque également l'amour et le pouvoir des jeunes. Ce titre nous aide à penser à notre pouvoir d'une façon vraiment positive.

Je dis des choses dans mes chansons que certains pourront considérer comme politiques, mais c'est ce que je ressens ; c'est de l'art. Chacun peut l'interpréter à sa façon. Une fois que vous créez une œuvre d'art, elle ne vous appartient plus vraiment. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de concision et de clarté.